

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de
promenade par des filets antiprojections
Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu**

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES AUVERGNE RHONE ALPES
Département des Affaires immobilières de Lyon
19 Rue Crépet
CS 70607
69366 LYON

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants	5
3.1 - Conduite d'opération.....	5
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
3.4 - Contrôle technique.....	5
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
3.5 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants.....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
6 - Missions et parties techniques	6
7 - Durée et délais d'exécution.....	7
7.1 - Durée globale prévisionnelle du contrat	7
7.2 - Délais d'exécution des prestations	7
7.3 - Modalités de prolongation des délais d'exécution sont les suivantes :	7
8 - Prix.....	8
8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	8
8.2 - Forfait de rémunération.....	8
8.3 - Modalités de variation des prix.....	9
9 - Avance.....	9
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	9
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
10 - Modalités de règlement des comptes.....	10
10.1 - Acomptes et paiements définitifs	10
10.2 - Présentation des demandes de paiements	11
10.3 - Délai global de paiement	12
10.4 - Paiement des cotraitants.....	12
10.5 - Paiement des sous-traitants	13
10.6 - Solde	13
11 - Engagement du maître d'œuvre	13
11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux	13
11.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux	14
12 - Conditions d'exécution des prestations.....	15
12.1 - Délais partiels d'exécution.....	15
12.2 - Organisation des réunions de chantier	17
12.3 - Ordres de service.....	17
12.4 - Arrêt de l'exécution des prestations	18
12.5 - Achèvement de la mission	18
13 - Développement durable.....	18
13.1 - Clause sociale.....	18
13.2 - Clauses environnementales	18
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	19
15 - Pénalités	19
15.1 - Pénalités de retard	19
15.2 - Pénalités sur la clause sociale	19
15.3 - Autres pénalités spécifiques.....	19
15.3 - Pénalité pour travail dissimulé	20

16 - Assurances	20
17 - Résiliation du contrat.....	20
17.1 - Conditions de résiliation	20
17.2 - Résiliation partielle.....	21
17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	21
18 - Règlement des litiges et langues	22
18.1 - Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »	22
15.2 - Règlement des différends	22
15.3 - Langue	24
19 - Clause de réexamen	24
20 - Dérogations	26

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché de Maîtrise d'œuvre pour la couverture des cours de promenade par des filets antiprojections à l'Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu (69).

La Maîtrise d'œuvre sera mise en place en lui confiant une mission de base au sens du Code de la commande publique, à laquelle s'adjoignent les missions DIA et OPC.

La mission de Maîtrise d'œuvre comprendra des objectifs de termes de Développement durable et d'Insertion professionnelle.

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en réutilisation ou réhabilitation.

Lieu(x) d'exécution :

- Les travaux se dérouleront à l'Etablissement pénitentiaire pour mineurs de Meyzieu, rue du Rambion (69330 Meyzieu).
- Les prestations seront donc menées sur site, mais aussi accomplies en partie à la DISP de Lyon (LYON 07).

35132 Vezin-le-Coquet

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. En effet, la prestation de Maîtrise d'œuvre n'est pas scindable sur un ouvrage. Par ailleurs, pour l'efficacité de l'achat, la mission OPC est intégrée au projet de marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le programme
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- La DPGF (pour les prix unitaires uniquement)

Pièces contractuelles générales (notamment) :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, modifié
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de travaux de 2021, modifié
- Les normes et DTU applicables (dernière liste parue au CSTB à date de signature de l'acte d'engagement par le Titulaire)
- La norme NF P 94-500 relative aux missions d'ingénierie géotechnique
- Les documents issus du programme PROFEEL (ex-PACTE, ex-RAGE)
- La liste verte de la C2P
- La norme NF P 03-100 relative aux missions de contrôle technique et le CCTG contrôle technique

- Les textes relatifs à l'exercice de la mission SPS, et ceux applicables aux travaux se déroulant en présence d'un Plan de prévention
- Les textes relatifs à la protection des travailleurs contre les risques liés aux matières présentant un risque pour la santé (amiante, plomb, poussière de bois, rayonnements ionisants et non ionisants, etc.)
- Les textes relatifs aux travaux en milieux à risques, notamment les textes relatifs aux travaux à proximité de réseaux enterrés
- Les textes relatifs aux travaux de mise en accessibilité des établissements recevant du public
- Le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.111-7, L.111-7-3 et L.111-7-5 à L.111-7-11, R. 111-19 à R. 111-19-11 et R.111-19-31 à R.111-19-44
- Les différents codes applicables (Code civil, Code de la construction et de l'habitation, Code de l'urbanisme, Code de l'environnement, Code du travail, etc.)

Ces documents, dont la liste n'est pas limitative, sont réputés connus du Titulaire qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

Assurée par le DAI ou son représentant

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Mission confiée au titulaire.

3.4 - Contrôle technique

Le marché de contrôle technique sera attribué ultérieurement.

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

L+S PS RNT P1 LE Av

Dans le cadre de l'exécution de son marché, le Maître d'œuvre doit tenir compte de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le Maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Il appartient au Maître d'œuvre de proposer au Maître d'ouvrage toutes les modifications du projet rendues nécessaires par les avis du contrôleur technique et de les mettre en œuvre aussi bien au stade des études que des travaux, sans rémunération complémentaire.

3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le marché de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera attribué ultérieurement.

Le Maître d'œuvre met en œuvre, en collaboration avec le coordonnateur SPS, les principes généraux de prévention définis à l'article L. 4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Maître d'œuvre en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désignés dans le présent CCAP sous le nom de coordonnateur SPS.

Dans le cadre de l'exécution de son marché, le Maître d'œuvre doit tenir compte de l'ensemble des observations du coordonnateur SPS que le Maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études, que lors de la réalisation de l'ouvrage. Il appartient au Maître d'œuvre de proposer au Maître d'ouvrage toutes les modifications du projet rendues nécessaires par les avis du coordonnateur SPS et de les mettre en œuvre aussi bien au stade des études que des travaux, sans rémunération complémentaire.

3.5 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité, dont les modalités sont spécifiées dans l'engagement de confidentialité. Celui-ci doit être remis par chaque intervenant individuel du Titulaire.

Conformément à l'article 5.1.1 du CCAG maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité, dont les modalités sont précisées au cadre de sûreté.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité/sûreté.

6 - Missions et parties techniques

Les éléments de mission de maîtrise d'œuvre portent sur une opération de réhabilitation de bâtiment au sens de l'article R. 2431-19 du Code de la commande publique.

Les prestations demandées dans le marché de maîtrise d'œuvre comprennent, à la suite des éléments remis au moment de la consultation, les éléments de mission suivants décomposés en parties techniques au sens du présent article.

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2410-1 et suivants du Code de la commande publique.

La mission décrite ci-après consiste en les parties techniques suivantes :

- DIA : Etudes de diagnostic (MC1)
- OPC : Ordonnancement, pilotage et coordination (MC2)
- AVP : Etudes d'avant-projet (PT1)
- PRO : Etudes de projet (PT2)
- AMT : Assistance pour la passation des marchés de travaux (PT3)
- DET, VISA, AOR : Direction d'exécution des marchés de travaux, Examen de la conformité au projet et visa des études d'exécution faites par l'entrepreneur et Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement (PT4)

L'intervention du Titulaire est sollicitée pour toutes les parties techniques mentionnées ci-dessus.

Chacun des éléments de mission constitue une partie technique. Le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune d'entre elles, de ne pas poursuivre l'exécution d'une ou des prestations. La décision d'arrêter l'exécution des prestations entraîne la résiliation du présent marché. Une telle résiliation ne donne droit à aucune indemnité, en complément des dispositions de l'article 28 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Les parties techniques sont décrites dans le CCTP et reprises dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

La mission générale dévolue au Maître d'œuvre implique en outre :

- L'ensemble des tâches que le CCAG Travaux impute à la maîtrise d'œuvre, qu'il est réputé connaître. A la Maîtrise d'œuvre revient notamment la responsabilité de la rédaction de l'ensemble des ordres de service, quel que soit leur objet (par dérogation à l'article 3.8 du CCAG Travaux).
- La participation et l'organisation de l'ensemble des réunions nécessaires à la bonne réalisation de la mission, notamment celles ayant trait aux bonnes relations avec l'Établissement accueillant les travaux.
- Plus généralement des obligations de conseil inhérentes à la fonction de maîtrise d'œuvre. Il s'agira notamment, sans que cette énumération puisse être considérée comme limitative :
 - Des dispositions à prendre dans le cadre de la protection de la main-d'œuvre, des conditions de travail et de la lutte contre le travail clandestin.
 - De la vigilance concernant la sous-traitance irrégulière.
 - Des dispositions relatives à la santé et à la sécurité des personnels affectés aux travaux.
 - Des dispositions à prendre pour maintenir la sécurité et la circulation des personnes et des biens.
 - Des dispositions à prendre au titre de l'intervention en site occupé.
 - Des dispositions à prendre au titre de l'intervention en milieu pénitentiaire.

Il intégrera dans toutes ses prestations - notamment de conception, d'OPC de suivi de travaux - l'ensemble des dispositions provisoires et transitoires nécessaires à la réalisation des travaux.

Il intégrera à tous niveaux l'impact sur le projet des conditions à satisfaire en matière de sûreté pénitentiaire.

NOTA : les parties techniques ci-dessus ne doivent pas être interprétées comme remettant en cause les éléments de missions de base dévolues à la maîtrise d'œuvre, telles qu'énumérées par les articles R. 2431-1 et suivants du Code de la Commande Publique et l'arrêté du 22 mars 2019 sur les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

7 - Durée et délais d'exécution

7.1 - Durée globale prévisionnelle du contrat

Elle est précisée à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

7.2 - Délais d'exécution des prestations

Les délais d'exécution des missions et des tâches par le Titulaire sont précisés dans le présent document. A défaut, ils peuvent être précisés par le CCTP ou par le mémoire technique devenu contractuel.

7.3 - Modalités de prolongation des délais d'exécution sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage du fait d'un événement relevant de l'imprévision (et non de la force majeure), ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le

maître d'ouvrage peut décider de prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'exécution du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre dispose d'un délai de 10 jours pour bénéficier des dispositions précédentes.

Par dérogation à l'article 15.3.3 du CCAG-MOE, dans le cas où la maîtrise d'ouvrage ne notifie pas son accord dans les quinze (15) jours suivant la notification par la maîtrise d'œuvre d'une demande de prolongation de délai, il s'agit d'un refus tacite. Tout accord sur une demande de prolongation de délai est exprès.

Par dérogation à l'article 15.3.5 du CCAG-MOE, en cas de prolongation de la durée de chantier (Mission DET) ayant pour conséquence une augmentation de plus de 25 % par rapport à celle prévue, une modification de marché prise en application de la présente serait conclue pour prolonger la durée d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre et modifier son forfait de rémunération.

Par dérogation à ce même article, le titulaire doit déterminer dans un délai d'une semaine l'origine d'un retard susceptible d'occasionner une prolongation du délai de chantier, en coordination entre le titulaire de la mission DET et le titulaire de la mission d'OPC.

8 - Prix

8.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

8.2 - Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération est provisoire (Fd). Il est déduit du montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître de l'ouvrage (Cpp), elle-même résultat de la somme de (Cpp_{TF}) et de (Cpp_{T01}).

Il correspond au résultat du calcul suivant :

$$Fp = (t_{TFc}) * (Cpp) + (t_{TFt}) * (Cpp_{TF}) + (t_{T01t}) * (Cpp_{T01})$$

Avec :

- (t_{TFc}) : taux de rémunération appliqué aux prestations relevant de la tranche ferme et portant sur la totalité du projet (MC1, PT1, PT2, PT3, et MC2 pour PT1, PT2 et PT3)
- (t_{TFt}) : taux de rémunération appliqué aux prestations relevant de la tranche ferme et portant sur les trois premières cours (PT4 et MC2 pour PT4)
- (t_{T01t}) : taux de rémunération appliqué aux prestations relevant de la tranche optionnelle 1 et portant sur les quatre dernières cours (PT4 et MC2 pour PT4)

Le forfait de rémunération devient définitif (Fp) lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD, lorsque l'estimation du coût des travaux devient le coût prévisionnel définitif (Cpd).

Le forfait de rémunération définitif est fixé au plus tard à l'issue de la mission d'avant-projet définitif de la façon suivante :

Si Cpd > Cpp
$Fd =$ $\{(t_{TFc}) * (Cpd) * [1+0,25 * (Cpd/Cpp -1)]\} +$ $\{(t_{TFt}) * (Cpd_{TF}) * [1+0,25 * (Cpd_{TF}/Cpp_{TF} -1)]\} +$ $\{[(t_{T01t}) * (Cpd_{T01})] * [1+0,25 * (Cpd_{T01}/Cpp_{T01} -1)]\}$
En cas d'augmentation du coût des travaux, la rémunération du Maître d'œuvre augmente selon un rapport ¼ par morceaux

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique. Il s'agit d'une clause de réexamen.

La part de rémunération relative à la TO1 ne sera toutefois modifiée par avenant qu'après son affermissement.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

8.3 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro " et figure en page de garde de l'acte d'engagement.

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-3) / ING (o-3))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o-3) : valeur de l'index de référence au mois zéro avec un décalage de trois mois.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix interviendra sur le premier acompte suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Maîtrise d'œuvre.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 20,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 20,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements définitifs

Le versement d'acompte s'effectuera conformément aux articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées. Le Titulaire du marché enverra mensuellement ses états d'acompte au Maître d'œuvre qui sera chargé de les valider, ou le cas échéant de les modifier, et de les transmettre au pouvoir adjudicateur pour règlement, dans des délais permettant de respecter les délais globaux de paiement de 30 jours.

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Mission(s)	Acompte(s)	Pourcentage
MC1	A la remise du dossier	80.0
	A l'admission du maître d'ouvrage	20.0
PT1	A la remise du dossier	80.0
	A l'admission du maître d'ouvrage	20.0
PT2	A la remise du dossier	80.0
	A l'admission du maître d'ouvrage	20.0
PT3	A la remise du DCE	30.0
	A l'admission du DCE	20.0
	A l'admission de l'analyse des offres	30.0
	A l'issue de la mise au point	20.0

PT4	DET / par cour	100.0 à l'avancement des travaux
	VISA / par cour	100.0 à l'avancement des travaux
	AOR / par cour Avant la levée des réserves	80.0 à l'avancement de la levée des réserves
	AOR / par cour	20.0 à la fin de la GPA
MC1	A la remise du dossier	80.0
	A l'admission du maître d'ouvrage	20.0
MC2	A l'avancement de la prestation selon DPGF détaillée selon les parties techniques de la Maîtrise d'œuvre	100.0 à jusqu'à la fin des travaux

Par dérogation aux articles 11.8.1 et 11.8.6 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le décompte général devenu définitif n'empêche pas que la Maîtrise d'ouvrage puisse appeler le maître d'œuvre à le garantir des condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre dans le cadre d'une procédure contentieuse au titre des litiges ou réclamations dont il avait connaissance au moment de l'établissement du décompte.

10.2 - Présentation des demandes de paiements

Les demandes de paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes et celles listées à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique :

- le numéro de l'engagement juridique ;
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- les numéros de marché, de TF, d'EJ, de REFX (numéros figurant sur la lettre de notification adressée au titulaire) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé) - avec prix unitaires, quantitatif et avancement des postes en %
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.
- En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
 - En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
- En cas de sous-traitance :
- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
 - le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur ;
 - le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
 - le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
 - le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
 - le délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe ;
 - le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
 - en cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

IMPORTANT : les demandes de paiement ne doivent faire aucune mention de retenue de garantie ou de récupération d'avance ; ces éléments seront calculés par les services financiers en charge du traitement des demandes de paiement.

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le présent CCAP déroge à l'article 25.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre qui ne trouve pas à s'appliquer (pas d'arrêt des prestations pour retard de paiement).

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10.6 - Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le Maître d'œuvre adresse au Maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

Le décompte final établi par le Maître d'ouvrage comprend :

- Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le Maître d'ouvrage, telle que définie au présent CCAP ;
- Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au Maître d'œuvre en application du présent marché ;
- La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.
- Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Le Maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- Le décompte final ci-dessus ;
- La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le Maître d'ouvrage ;
- Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- L'incidence de la TVA ;
- L'état du solde à verser au Titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le Maître d'ouvrage notifie au Maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le Maître d'œuvre.

Par dérogation aux articles 11.8.1 et 11.8.6 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le décompte général devenu définitif n'empêche pas que la Maîtrise d'ouvrage puisse appeler le maître d'œuvre à le garantir des condamnations qui pourraient être prononcées à son encontre dans le cadre d'une procédure contentieuse au titre des litiges ou réclamations dont il avait connaissance au moment de l'établissement du décompte.

11 - Engagement du maître d'œuvre

11.1 - Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé.

Définition du coût prévisionnel des travaux établis par le maître d'œuvre et engagement :

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission APD sur la base du coût prévisionnel des travaux.

Le calcul de ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 5,0 %
Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour l'ensemble des travaux.

Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux selon la formule suivante :

Coût de référence des travaux = coût cumulé des marchés de travaux x coefficient de réajustement

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index BT01 du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai de 15 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure.

11.2 - Durant l'exécution des marchés de travaux

Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5,0 %

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 10,0 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4 du Code de la commande publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15,0 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

12 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

12.1 - Délais partiels d'exécution

Exemplaire du livrable : Numérique - transmission par plateforme France Transfert au format .ZED avec cryptage.

Les livrables seront remis dans les délais d'exécution et selon le nombre d'exemplaires suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai
MC1	Avant-projet sommaire	3 semaines
PT1	Avant-projet définitif	2 semaines
PT2	Etudes de projet	3 semaines
PT3	Assistance pour la passation des marchés de travaux	2 semaines pour le rapport d'analyse des offres
PT4	Conformité et Visa d'exécution de projet	5 jours calendaires pour visa
PT4	Direction de l'exécution de travaux	48h pour un compte-rendu
PT4	Direction de l'exécution de travaux	5 jours pour la vérification d'une demande de paiement
PT4	Direction de l'exécution de travaux	10 jours pour la vérification d'un projet de décompte final

PT4		15 jours pour un avis sur mémoire en réclamation
PT4	Avis sur déclaration de désordre	10 jours
MC1-PT4	Ordonnancement, pilotage et coordination	3 semaines pour établir le calendrier détaillé d'exécution

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er livrable : date du début d'exécution des prestations.
- Livrables suivants : un ordre de service viendra cadrer et admettre chaque partie technique. A défaut d'ordre de service, une simple demande par mail peut suffire.

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec ou sans réserve et avec ou sans réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Code	Désignation du livrable	Délai de réception
MC1	Avant-projet sommaire	2 semaines
PT1	Avant-projet définitif	2 semaines
PT2	Etudes de projet	2 semaines
PT3	DCE	2 semaines

Il n'y a pas d'admission tacite, par dérogation à l'article 21 du même CCAG.

Par dérogation à l'article 21.4.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre, lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne sont pas conformes aux stipulations du marché, telles qu'elles ne peuvent être admises en l'état et qu'il n'apparaît pas possible d'en prononcer l'ajournement ou la réfaction, il prononce une décision motivée de rejet des prestations concernées qui est notifiée au maître d'œuvre, sans audition préalable. Le maître d'œuvre dispose de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour présenter ses observations par écrit ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 35 du CCAG Maîtrise d'œuvre. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de rejet du maître d'ouvrage. Si le maître d'œuvre formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de trente jours pour confirmer sa décision de rejet motivée notifiée au maître d'œuvre ou pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir refusé les observations du maître d'œuvre.

Les délais ci-dessus courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

Par précision de l'article 20.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, la Maîtrise d'ouvrage dispose d'un délai de 3 semaines pour faire sa vérification sur les documents définitifs, complets, et répondant aux attendus du CCTP. Par dérogation à l'article 20.3 du CCAG Maîtrise d'œuvre, ce délai court à partir de la réception du dossier d'études complet (et non partiel) par la Maîtrise d'ouvrage.

12.2 - Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : voir CCTP.

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 2 jours ouvrés qui suivent la réunion.

12.3 - Ordres de service

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre en accuse réception datée.

Lorsque le Maître d'ouvrage procède par ordre de service avec prix provisoire, par dérogation à l'article 14.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le titulaire dispose de 10 jours pour présenter ses observations éventuelles sur le prix provisoire. Passé ce délai, le prix devient définitif. Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage peut émettre des ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificative quand bien même si le montant cumulé des ordres de service qui n'ont pas donné lieu à la signature d'un avenant dépasse 10 % du montant hors taxe du marché modifié. Le Titulaire ne peut refuser pour ce motif d'exécuter un ordre de service.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG Maîtrise d'œuvre, un ordre de service peut être émis par la Maîtrise d'ouvrage sans valorisation, dès lors que l'émetteur le justifie.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le troisième paragraphe de cet article ne s'applique pas.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le titulaire ne peut refuser l'exécution d'un ordre de service reçu par la MOE même que celui-ci ait ou non fait l'objet d'observations de sa part.

12.4 - Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, dans les conditions suivantes :

Lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que les deux conditions suivantes sont remplies :

- les documents particuliers du marché prévoient expressément cette possibilité ;
- chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

12.5 - Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

13 - Développement durable

13.1 - Clause sociale

Le ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, dans les 15 jours suivant la date de notification du marché. Il devra également compléter le questionnaire 2 mois avant la date de fin du marché.

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-
JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

Les informations renseignées dans le questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat.

13.2 - Clauses environnementales

Documents et livrables respectueux de l'environnement

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papier. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

Concernant les impressions, il est préconisé l'utilisation du noir et blanc plutôt que la couleur, l'utilisation de polices de caractère "light" (type Ecofont), l'optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, l'utilisation d'encre végétales...).

Le titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés tant avec le maître d'ouvrage que les bureaux de contrôles, les entreprises de travaux et tous autres intervenants. Le titulaire doit également sensibiliser les destinataires des documents en précisant « d'éviter de les imprimer » dans les courriels d'accompagnement.

Optimisation des déplacements et utilisation de véhicules propres

Le titulaire s'engage à utiliser lors de ses déplacements des véhicules respectueux de l'environnement. Ainsi, a minima les véhicules dédiés à l'exécution des prestations doivent respecter les normes européennes d'émissions, dites normes Euro 6c pour les voitures et véhicules utilitaires légers. Les véhicules diesels ne sont pas autorisés

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution (y compris un délai partiel) est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

15.2 - Pénalités sur la clause sociale

La Clause Diversité-Egalité Femmes/Hommes étant une obligation d'exécution, elle est donc assortie d'une pénalité. En cas de non-respect des délais de remise des questionnaires (questionnaire de démarrage et/ou de fin de contrat), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré de retard.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect par le maître d'œuvre du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article « Conditions d'exécution des prestations » : article 12	Journalière	200,00 €	Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.
Non-respect par le maître d'œuvre du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article « Conditions d'exécution des prestations » :	Journalière	500,00 €	Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux

article 12			entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.
En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités la pénalité suivante.	Journalière	1000,00 €	
La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application de la pénalité suivante.	Journalière	50,00 €	

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure adressée au titulaire, par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE.

15.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 30,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors

TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 % des parties techniques en cours d'exécutions, 0% pour les parties techniques non ordonnées par OS.

En cas de résiliation en fin de partie technique, les conditions d'indemnisation sont les mêmes.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Lorsque le maître d'œuvre est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le maître d'ouvrage peut résilier le marché si l'impossibilité d'exécuter est supérieure à six (6) mois, par dérogation à l'article 29.1 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

17.2 - Résiliation partielle

En cas de groupement, lorsque le mandataire est défaillant, non seulement dans son rôle de mandataire, mais aussi dans l'exécution des travaux qui lui sont attribués dans l'acte d'engagement, les stipulations suivantes s'appliquent.

Si les autres membres du groupement l'acceptent expressément, un des membres du groupement peut être substitué au mandataire dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 52.7.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Faute de l'accord des autres membres du groupement, le maître d'ouvrage est tenu de passer un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par le mandataire. Dans ce cas :

- si les autres membres du groupement en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls. Un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées à l'article 52.7.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Le marché est alors modifié par avenant pour désigner la part des prestations exclues du marché, celles restant à fournir par chacun des membres du groupement ainsi réduit, et le nouveau mandataire de ce groupement ;

- si les membres du groupement ne souhaitent pas poursuivre l'exécution des travaux, le maître d'ouvrage résilie la totalité du marché.

La même procédure est possible en cas de défaillance d'un cotraitant. Dans ce cas, la responsabilité de la démarche incombe au Mandataire du groupement.

17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

18.1 - Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice a été labellisé « Relations fournisseurs et achats Responsables » le 10 décembre 2024.

Par conséquent, le ministère souhaite continuer à améliorer sa relation avec ses fournisseurs en :

- mettant en place des conditions favorables au développement de relation équilibrée ;
- veillant aux intérêts des fournisseurs et sous-traitants ;
- valorisant la démarche d'écoute de la voix des fournisseurs.

Et encourage ses fournisseurs à :

- mettre en place une démarche d'amélioration continue en matière de RSE et valoriser les évolutions en cours de marché
- construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- développer les bonnes pratiques achats responsables dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours d'achats responsables en signant la Charte RFAR et œuvrer à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

15.2 - Règlement des différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

• Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à

favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

Ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs » 13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le Médiateur interne « relations fournisseurs » peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur interne « relations fournisseurs » n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

- **Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »**

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,

- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.
Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- **Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédocus 353
75703 PARIS Cedex 13

Le Médiateur des entreprises :

Remplir le formulaire en ligne : [Le Médiateur des entreprises](#)

Adresse mail : mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

15.3 - Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Clause de réexamen

- 1- Fixation de la rémunération définitive du Maître d'œuvre : A l'issue de la PT2, la rémunération définitive ainsi que l'estimation prévisionnelle définitive des travaux sera fixée par avenant dans les conditions évoquées à l'article 8.2 du présent CCAP.

Une modification de marché prise en application de la présente serait conclue pour prolonger la durée d'exécution du marché de maîtrise d'œuvre et modifier son forfait de rémunération de la partie technique sur la base d'une proposition établie à partir du BPU et négociée avec le maître d'ouvrage. Toutefois, aucune modification n'interviendra si l'augmentation de cette durée est inférieure à 30% de la durée des travaux prévue à l'article 5 de l'acte d'engagement.

2- Modification de projet en cours de marche

2.1- Définition des travaux supplémentaires ou modificatifs

Lors des études et des travaux, à charge de l'équipe de maîtrise d'œuvre et en accord avec le Maître d'ouvrage, les modifications dans la consistance du projet seront classées dans l'une des trois catégories ci-après :

A - Modifications dans la consistance du projet qui s'imposent au Maître d'ouvrage (aléas résultant de la nature du sol, exigences liées à la sûreté, modifications de réglementation etc.),

B - Modifications dans la consistance du projet résultant de modifications du programme ou de dispositions techniques demandées par le Maître d'ouvrage,

C - modifications dans la consistance du projet apportées par le Maître d'œuvre en cours d'exécution par suite d'imprévisions ou d'imprécisions dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

Quel que soit le type de modification (A, B ou C), le Titulaire ne pourra donner d'ordre de service à l'entreprise qu'une fois l'accord du maître d'ouvrage obtenu. Pour obtenir cet accord, le Maître d'œuvre emploie une fiche modificative qu'il instruit. Le modèle de fiche modificative aura dû être accepté par la Maîtrise d'ouvrage.

2.2- Modifications de catégories A et B

La fiche modificative approuvée par la Maîtrise d'ouvrage doit être préalable à tout accord donné par le Maître d'œuvre aux entreprises. Dans le cas contraire la modification est considérée comme relevant de la catégorie C.

Lorsqu'elles interviennent lors des études, ces modifications seront estimées par le concepteur aux conditions économiques du mois m0 du présent marché de maîtrise d'œuvre. Lorsqu'elles interviennent lors des travaux, ces modifications seront chiffrées par les entreprises et leur coût ramené aux conditions économiques en vigueur au mois m0 du présent marché.

L'incidence financière de ces modifications de catégories A et B sera prise en compte :

- Dans l'estimation prévisionnelle provisoire des travaux lorsqu'elles interviennent lors des études,
- Dans le coût des travaux résultant des contrats de travaux lorsqu'elles interviennent lors des travaux.

La modification de la rémunération forfaitaire sera demandée via une fiche modificative travaux dont le modèle sera fourni par la Direction des Affaires Immobilières et interviendra ultérieurement par avenant au marché de maîtrise d'œuvre. Cet avenant sera établi en fonction de la nature et du montant des travaux à réaliser et des éléments de mission en lien avec les travaux modificatifs.

2.3- Modifications de catégorie C

La fiche modificative approuvée par la Maîtrise d'ouvrage doit être préalable à tout accord donné par le Maître d'œuvre aux entreprises. Dans le cas contraire, le Maître d'œuvre devra supporter toute conséquence ultérieure dédits travaux.

L'incidence financière des modifications de catégorie C ne pourra en aucun cas (y compris lorsque les travaux seront exécutés avec l'accord du Maître d'ouvrage) donner droit, par le Maître d'œuvre, à une demande de modification de son forfait de rémunération.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 3.6 du CCAP déroge à l'article 3.6.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 6 du CCAP déroge à l'article 3.8 du CCAG - Travaux
- L'article 7.3 du CCAP déroge à l'article 15.3.1, 15.3.2, 15.3.3, 15.3.5 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 10.1 du CCAP déroge à l'article 11.8.1 et 11.8.6 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 20.3, 21 et 21.4.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 12.3 du CCAP déroge à l'article 14.2, 14.3, 3.8.2 et 3.8.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 24 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 15.3 du CCAP déroge à l'article 16.2.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 29.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre